

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

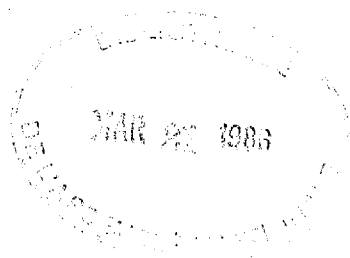
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 24

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

Présentation

**Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre de l'Éducation**



**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi proroge jusqu'au troisième dimanche de novembre 1987 la durée du mandat des commissaires d'écoles. Il prévoit qu'à partir de cette date tous les commissaires seront élus en même temps pour trois ans.

Il enlève l'obligation d'être de la confession religieuse d'une commission scolaire confessionnelle pour voter lors de l'élection des commissaires ou à l'occasion de la tenue d'un référendum.

Il prévoit la composition du conseil des commissaires dans les cas de fusion, d'annexion ou d'érection de municipalités scolaires.

Il prévoit la possibilité d'étaler le déficit d'une commission scolaire.

Il permet aux commissions scolaires confessionnelles de l'Île de Montréal de déléguer au Conseil scolaire de l'Île de Montréal leur pouvoir d'emprunt.

Projet de loi 24

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 39.1 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), édicté par l'article 3 du chapitre 8 des lois de 1985, est abrogé.

2. L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant:

« Avis doit en être publié dans la *Gazette officielle du Québec*. Ils prennent effet le 1^{er} juillet, à moins que le gouvernement n'ait fixé une autre date, sauf pour les fins des élections prévues aux articles 47.3 et 47.4. ».

3. Les articles 46 et 47 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **46.** En cas de fusion ou d'annexion totale de municipalités scolaires, les commissaires de ces municipalités scolaires deviennent membres du conseil des commissaires de la nouvelle municipalité scolaire. Ils demeurent en fonction jusqu'à la date de la prochaine élection des commissaires.

« **47.** Lorsqu'une municipalité scolaire annexe une partie du territoire d'une autre municipalité scolaire qui forme un quartier, le commissaire représentant ce quartier devient membre du conseil des commissaires de la municipalité scolaire annexante. Il demeure en fonction jusqu'à la date de la prochaine élection des commissaires.

«**47.1** Lorsqu'une municipalité scolaire annexe une partie du territoire d'une autre municipalité scolaire qui ne forme pas un quartier, elle intègre ce territoire à ses quartiers.

«**47.2** Lorsqu'une municipalité scolaire est entièrement divisée pour permettre l'érection de nouvelles municipalités scolaires, les commissaires de la commission scolaire divisée deviennent membres du conseil des commissaires de la municipalité scolaire à laquelle leur quartier a été intégré. Ils demeurent en fonction jusqu'à la date de la prochaine élection des commissaires.

«**47.3** Dans les cas prévus aux articles 46, 47 et 47.2, les commissaires procèdent, dans les trente jours qui précèdent la date où les changements prennent effet, à l'élection de leur président, de leur vice-président et des membres de leur comité exécutif. Ils demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement par des personnes élues dans le délai prévu à l'article 169.

«**47.4** Dans le cas prévu à l'article 46, les secrétaires généraux des municipalités scolaires fusionnées ou annexées procèdent conjointement, et, dans le cas prévu à l'article 47.2, le secrétaire général de la municipalité scolaire divisée procède, dans les trente jours qui précèdent la date où les changements prennent effet, à l'élection du président du comité de parents et des représentants des parents de ces commissions scolaires de la façon prévue à l'article 52.1. Les personnes élues demeurent en fonction jusqu'à la date de l'élection de leurs remplaçants.

«**47.5** Dans les cas prévus aux articles 46, 47 et 47.2, les commissaires divisent, pour les fins de la prochaine élection tenue conformément à l'article 108, leur municipalité en quartiers de la façon prévue à l'article 48. ».

4. L'article 48 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du mot « mars » par le mot « août »;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, du mot « mars » par le mot « août ».

5. L'article 52.1 de cette loi, modifié par l'article 4 du chapitre 8 des lois de 1985, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Avant le troisième dimanche de novembre de chaque année, le secrétaire général de la commission scolaire ou de la commission

régionale ou le secrétaire-trésorier de la corporation de syndicats convoque à nouveau les membres du comité de parents en vue de procéder à l'élection d'un représentant visé dans l'article 73 pour chacun des niveaux primaire et secondaire, le cas échéant. Le représentant est élu à la majorité des voix des membres présents. ».

6. L'article 52.2 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de la date du « 1^{er} juin » par les mots « troisième dimanche de novembre ».

7. L'article 57 de cette loi, remplacé par l'article 6 du chapitre 8 des lois de 1985, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **57.** Sauf le cas visé à l'article 63, la dissidence prend effet, pour fins d'élections, le trentième jour qui précède le troisième dimanche de novembre et, pour toutes autres fins, le 1^{er} juillet suivant. ».

8. L'article 58 de cette loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 8 des lois de 1985, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« L'élection des premiers syndicats d'écoles a lieu le troisième dimanche de novembre. Ils demeurent en fonction jusqu'à la date prévue pour l'élection des commissaires et des syndicats d'écoles. ».

9. L'article 60 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, des mots « mois de juin » par les mots « mois de novembre » ;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

« Les commissaires d'écoles demeurent en fonction jusqu'à la date prévue pour l'élection des commissaires et des syndicats d'écoles. ».

10. L'article 61 de cette loi, modifié par l'article 8 du chapitre 8 des lois de 1985, est de nouveau modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Le troisième dimanche de novembre suivant, les nouveaux dissidents élisent leurs syndicats d'écoles. Ils demeurent en fonction jusqu'à la date prévue pour l'élection des commissaires et des syndicats d'écoles. ».

11. L'article 63 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « Les syndicats élus demeurent

en fonction jusqu'à la date prévue pour l'élection des commissaires et des syndic d'écoles. ».

12. L'article 82 de cette loi, modifié par l'article 9 du chapitre 8 des lois de 1985, est de nouveau modifié par la suppression du troisième alinéa.

13. L'article 86 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **86.** Entre le 1^{er} août et le 1^{er} septembre de l'année où l'élection des commissaires et des syndic d'écoles doit être tenue, le secrétaire-trésorier dresse, pour la municipalité, une liste des personnes qui ont les qualités requises pour être électeur. ».

14. L'article 88 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « d'avril » par les mots « de septembre ».

15. L'article 89 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « avril » par le mot « septembre » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « avril » par le mot « septembre ».

16. L'article 108 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **108.** L'élection des commissaires et des syndic d'écoles a lieu le troisième dimanche de novembre 1987 et, par la suite, à tous les trois ans le troisième dimanche de novembre. ».

17. L'article 110 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **110.** Une personne qui désire poser sa candidature produit, le quatorzième jour précédant celui du scrutin, entre 10 et 17 heures, une déclaration de candidature au bureau du président d'élection. Chaque candidature est appuyée par dix électeurs du quartier pour lequel elle est posée. ».

18. L'article 111 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **111.** La déclaration de candidature doit indiquer le nom, le prénom et la profession du candidat ainsi que le nom ou le numéro du quartier pour lequel il pose sa candidature. ».

Elle doit être signée par le candidat et par les électeurs qui appuient sa candidature. ».

19. L'article 144 de cette loi est modifié par le remplacement des mots «aux articles 146 et 164» par les mots «à l'article 164».

20. L'article 146 de cette loi est abrogé.

21. L'article 147 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots «suivant le mode prescrit par l'article 47» par les mots «et de fixer le jour de la mise en candidature et celui du scrutin».

22. L'article 169 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**169.** Les commissaires et les syndics d'écoles élisent leur président, chaque année, dans les trente jours qui suivent le troisième dimanche de novembre. ».

23. L'article 339 de cette loi, modifié par l'article 10 du chapitre 8 des lois de 1985, est remplacé par les suivants :

«**339.** Toute commission scolaire prépare et soumet au ministre, avant la date qu'il détermine, son budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette pour l'année scolaire suivante.

«**339.1** Le budget maintient l'équilibre entre, d'une part, les dépenses et, d'autre part, les ressources financières allouées à la commission scolaire et les revenus qui lui sont propres.

Le budget est sans effet tant qu'il n'a pas été approuvé par le ministre.

«**339.2** Dans le cas des commissions scolaires confessionnelles et des corporations de syndics d'écoles, l'approbation du budget par le ministre n'est pas requise.

«**339.3** La commission scolaire peut intégrer dans son budget, comme revenu, son surplus de l'année précédente, s'il en est.

«**339.4** La commission scolaire doit intégrer dans son budget, comme dépense, son déficit de l'année précédente, s'il en est.

Cependant, le ministre peut autoriser une commission scolaire à étaler son déficit aux conditions et selon les modalités qu'il détermine.

«**339.5** Le ministre peut autoriser une commission scolaire à encourir des dépenses avant l'approbation de son budget ou des dépenses non prévues à son budget. ».

24. L'article 427 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

«Cependant, le secrétaire général de la commission scolaire procède, dans les trente jours qui précèdent la date où le décret prend effet, à l'élection du président du comité des parents et des représentants des parents de la façon prévue à l'article 52.1. Les personnes élues demeurent en fonction jusqu'à la date de l'élection de leurs remplaçants. ».

25. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 427, du suivant:

«**427.1** Dans le cas prévu à l'article 427, les commissaires de la commission régionale qui représentent les commissions scolaires qui demeurent membres de la commission régionale procèdent, dans les trente jours qui précèdent la date où le décret prend effet, à l'élection du président, du vice-président et des membres du comité exécutif de la commission régionale. Ils demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement par des personnes élues dans le délai prévu à l'article 436. ».

26. L'article 428 de cette loi est modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

«La division, l'annexion ou la fusion prend effet le 1^{er} juillet, à moins que le gouvernement n'ait fixé une autre date, sauf pour les fins des élections prévues aux articles 428.1 et 428.2. ».

27. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 428, des suivants:

«**428.1** Dans les cas prévus à l'article 428, les commissaires des commissions scolaires qui deviennent membres du conseil des commissaires de la nouvelle commission régionale procèdent, dans les trente jours qui précèdent la date où la division, l'annexion ou la fusion prend effet, à l'élection du président, du vice-président et des membres du comité exécutif de la nouvelle commission régionale. Ils demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement par des personnes élues dans le délai prévu à l'article 436.

«**428.2** L'article 47.4 s'applique, en l'adaptant, à l'élection du président du comité de parents et du représentant des parents de la nouvelle commission régionale. ».

28. L'article 436 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « Avant le 15 juillet de chaque année » par les mots « Dans les trente jours qui suivent le troisième dimanche de novembre de chaque année ».

29. L'article 439 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**439.** Les articles 339, 339.1 et 339.3 à 339.5 s'appliquent à la commission régionale. ».

30. L'article 506 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Le Conseil peut conclure, avec une commission scolaire confessionnelle, une entente par laquelle la commission scolaire confessionnelle lui délègue son pouvoir d'emprunt. Il intègre alors les sommes requises pour cette commission scolaire confessionnelle à un emprunt qu'il effectue conformément au premier alinéa. ».

31. L'article 507 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, aux troisième et quatrième lignes, des mots « et des commissions scolaires » par les mots « , des commissions scolaires et, lorsqu'il y a entente en vertu de l'article 506, d'une commission scolaire confessionnelle »;

2° par le remplacement, à la sixième ligne, des mots « et des commissions scolaires » par les mots « , des commissions scolaires et, lorsqu'il y a entente en vertu de l'article 506, d'une commission scolaire confessionnelle »;

3° par le remplacement, à la huitième ligne, des mots « et des commissions scolaires » par les mots « , des commissions scolaires et, le cas échéant, d'une commission scolaire confessionnelle ».

32. L'article 535 de cette loi, modifié par l'article 17 du chapitre 8 des lois de 1985, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du quatrième alinéa, des mots « deuxième lundi de juin ou, si ce jour est férié, le jour juridique suivant » par les mots « troisième dimanche de novembre ».

33. L'article 543 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, du chiffre « 146 » par le chiffre « 169 »;

2° par l'insertion, au premier alinéa, après le chiffre « 339 », du mot et chiffre « à 339.5 »;

3° par la suppression du troisième alinéa.

34. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 543, du suivant :

« **543.1** Les commissaires procèdent à l'élection de leur président, de leur vice-président et des membres du comité exécutif dans les trente jours qui suivent la date de leur élection. Leur mandat expire à la même date que celle de leur mandat comme commissaires d'écoles. ».

35. L'article 544 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, des mots « Après l'élection de ce dernier, le comité central de parents procède sans délai » par les mots « Avant le troisième dimanche de novembre de chaque année, le secrétaire général de la commission scolaire convoque à nouveau les membres du comité central de parents en vue de procéder ».

36. L'article 567.6 de cette loi, édicté par l'article 23 du chapitre 8 des lois de 1985, est modifié par la suppression du paragraphe 3.

37. L'article 567.8 de cette loi, édicté par l'article 23 du chapitre 8 des lois de 1985, est modifié :

1° par l'addition, après le chiffre « 48 », du chiffre « 82 »;

2° par le remplacement du chiffre « 146 » par le chiffre « 169 ».

38. La formule 3 qui apparaît à l'annexe de cette loi est modifiée :

1° par le remplacement, dans la huitième ligne, des mots « douze à quatorze » par les mots « dix à dix-sept »;

2° par le remplacement, dans la onzième ligne, du mot « lundi » par le mot « dimanche ».

39. La formule 6 qui apparaît à l'annexe de cette loi est modifiée par l'insertion, dans la dix-septième ligne, après le mot « juillet », des mots « qui suit le troisième dimanche de novembre ».

40. La formule 7 qui apparaît à l'annexe de cette loi, modifiée par l'article 24 du chapitre 8 des lois de 1985, est de nouveau modifiée par le remplacement, à la dix-neuvième ligne, du mot « juin » par le mot « novembre ».

DISPOSITIONS FINALES

41. Les commissaires et les syndics d'écoles, et les membres du Conseil scolaire de l'Île de Montréal, en fonction le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*), ainsi que ceux qui sont nommés en vertu de l'article 164, 166 ou 503 de la Loi sur l'instruction publique, demeurent en fonction jusqu'au troisième dimanche de novembre 1987.

42. Sous réserve des articles 47.3, 47.4, 427, 427.1, 428.1 et 428.2 de la Loi sur l'instruction publique, les présidents, les vice-présidents, les membres des comités exécutifs et les représentants des parents, en fonction le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*), demeurent en fonction jusqu'à la date de l'élection tenue selon les articles 52.1, 169 ou 544 de la Loi sur l'instruction publique.

Toutefois, les présidents, les vice-présidents et les membres des comités exécutifs des commissions scolaires et des commissions scolaires confessionnelles de l'Île de Montréal et du Conseil scolaire de l'Île de Montréal demeurent en fonction jusqu'à leur remplacement par des personnes élues après le troisième dimanche de novembre 1987 conformément à l'article 522 ou dans le délai prévu à l'article 543.1 de la Loi sur l'instruction publique.

43. La présente loi entre en vigueur le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*).